



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Santé en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique prend des mesures stratégiques

L'Afrique est confrontée à une crise du financement de la santé, avec des millions de personnes privées de soins et un déficit annuel de ... • (Page 08)

UEMOA Titres - Semaine 14

Quatre États dont le Mali, le Togo et le Bénin lèvent 148,4 milliards FCFA

Avec 542,4 milliards de FCFA de soumissions pour 137,4 milliards mis en jeu, le marché UMOA-Titres a confirmé, ... • (Page 09)

Département Afrique du FMI

Zeine Ould Zeidane nommé directeur

• (Page 03)

Huile de palme

Le Nigeria vise 10% du marché mondial

Le Nigeria vient de lancer une nouvelle stratégie visant à développer la filière de l'huile de palme, dans la perspective de capter 10% du marché mondial de ce produit et ... • (Page 02)

Festival Ayimolou 2026

Watchè, Atassi et Ayimolou à l'honneur face au CETEF

La 2e édition du Ayimolou Festival « AYIF » a démarré le 3 avril passé sur le terrain en face du Centre togolais des expositions et foire ... • (Pages 04)

BankAssur Forum & Awards 2026

Lomé se prépare à accueillir les acteurs africains de la finance inclusive

Lomé s'apprête à devenir, le temps de deux jours, un carrefour majeur des réflexions sur la finance inclusive en Afrique. La capitale togolaise a en effet abrité, jeudi ... • (Page 06)



Saint-Petersbourg

• (Page 04)

Lomé met en avant ses ambitions logistiques et portuaires

Libre opinion

Comment former des dirigeants intègres ?

Il nous faut repenser en profondeur les filières de formation au leadership politique, à l'échelle mondiale. Des initiatives à encourager prennent corps en Afrique, juge l'ancienne ministre de l'éducation ... • (Page 11)



CANALBOX **FIBREZ SANS FRAIS**

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À **0 FCFA***

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ

8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

Huile de palme

Le Nigeria vise 10% du marché mondial

Le Nigeria vient de lancer une nouvelle stratégie visant à développer la filière de l'huile de palme, dans la perspective de capter 10% du marché mondial de ce produit et renforcer sa contribution à la création de valeur.



Cette stratégie porte notamment sur l'industrialisation du secteur et la modernisation des outils de production, l'expansion des superficies cultivées et la conformité aux normes de qualité internationales, a indiqué le ministre d'État de l'Agriculture, lors d'une récente rencontre dédiée au lancement la stratégie nigériane de développement de l'huile de palme.

Cité par les médias locaux, le responsable a souligné l'importance d'ériger ce produit en catalyseur de développement socio-économique, eu égard à son importance pour l'approvisionnement des sec-

teurs des huiles alimentaires, des cosmétiques, des produits pharmaceutiques et de l'alimentation animale.

Il a rappelé également les défis auxquels est confronté le secteur de l'huile de palme dont les faibles capacités de transformation, les difficultés de financement et les dysfonctionnements de la chaîne de valeur, notant que la nouvelle stratégie définit une feuille de route sur six ans axée sur l'amélioration des rendements, l'expansion des surfaces cultivées et la modernisation des infrastructures de transformation.

Au-delà de l'amont agricole,

les autorités prévoient une réforme institutionnelle afin de renforcer la gouvernance du secteur, avec à la clé un nouveau Conseil national de l'huile de palme, ainsi que de mécanismes de financement dédiés, dont un fonds de développement de la filière.

Le Nigeria, 5ème producteur mondial d'huile de palme, enregistre une importante demande intérieure s'élevant à 2,3 millions de tonnes par an. Le gouvernement a intensifié les efforts ces dernières années pour doper la production locale et les capacités de transformation.

Marc louis

AUX DECIDEURS ...

Le réveil énergétique africain

Il y a des chiffres qui marquent des tournants. Les 456 000 tonnes de produits pétroliers exportées par le Dangote Group en font partie. Derrière cette performance industrielle, c'est une recomposition silencieuse mais profonde du paysage énergétique africain qui se dessine.

Pendant des décennies, l'Afrique a vécu un paradoxe structurel : riche en pétrole brut, mais dépendante de l'extérieur pour ses carburants raffinés. Une dépendance coûteuse, vulnérable aux chocs géopolitiques et aux fluctuations des marchés internationaux. Avec la montée en puissance de la raffinerie portée par Aliko Dangote à Lagos, ce modèle commence à vaciller.

L'exportation de carburants vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Cameroun et la Tanzanie n'est pas qu'une opération commerciale. Elle est un signal. Celui d'un Nigéria qui ne se contente plus d'être un exportateur de matières premières, mais qui ambitionne de devenir un fournisseur de produits à forte valeur ajoutée.

Ce basculement est stratégique. Dans un monde où les routes énergétiques peuvent être brutalement perturbées — à l'image des tensions autour du détroit d'Ormuz — la proximité devient un avantage décisif. Produire et raffiner sur le continent, pour le continent, réduit les délais, sécurise les approvisionnements et, potentiellement, stabilise les prix.

Mais il serait naïf d'y voir une solution miracle. La raffinerie Dangote, malgré sa taille, ne couvre encore qu'une fraction des besoins africains. Une grande partie de sa production reste absorbée par le marché nigérian. Le chemin vers une véritable autonomie énergétique continentale est encore long.

Ce qui change, en revanche, c'est la direction. Pour la première fois à cette échelle, une infrastructure africaine redéfinit les règles du jeu. Elle impose un nouveau standard, y compris en matière de qualité avec des carburants conformes aux normes Euro 5, rompant avec l'image d'un continent relégué aux produits de second rang.

Au-delà de l'énergie, c'est une leçon industrielle. Transformer localement ses ressources, intégrer les chaînes de valeur, capter davantage de richesse : voilà le véritable enjeu. Le projet de Dangote Group s'inscrit d'ailleurs dans une vision plus large, combinant raffinage, pétrochimie et engrais. Une stratégie cohérente, tournée vers l'industrialisation.

Pour des pays comme le Togo, cette évolution ouvre des perspectives concrètes. Diversifier les sources d'approvisionnement, réduire la dépendance aux importations lointaines, améliorer la sécurité énergétique : autant d'enjeux directement liés à la compétitivité économique.

Reste une question essentielle : l'exemple Dangote fera-t-il école ? Car l'avenir énergétique de l'Afrique ne peut reposer sur une seule infrastructure, aussi gigantesque soit-elle. Il suppose une multiplication d'initiatives similaires, portées par des politiques publiques volontaristes et des investissements massifs.

L'Afrique a longtemps exporté ses richesses pour importer sa dépendance. Avec Dangote, elle esquisse une autre trajectoire. Encore fragile, encore incomplète, mais porteuse d'un message clair : le continent peut, enfin, reprendre la main sur son destin énergétique. **M.T**

Image du jour

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes. Source : tresor.economie.gouv.fr

Département Afrique du FMI

Zeine Ould Zeidane nommé directeur

Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a annoncé le 3 avril passé son intention de désigner M. Zeine Zeidane comme directeur du département Afrique. M. Zeidane succèdera à M. Abebe Aemro Selassie dont le départ à la retraite du FMI est prévu le 1er mai 2026.

Abebe Aemro Selassie sera remplacé à la tête du département Afrique du FMI par le Mauritanien Zeine Zeidane, jusque-là directeur adjoint au sein du département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD), où il supervise les relations entre le FMI et les principaux pays du Golfe et contribue à renforcer les partenariats stratégiques avec les acteurs clés de la région, grâce, notamment, à l'ouverture du bureau régional du FMI à Riyad en 2024.

« Zeine mettra sa connaissance approfondie de l'institution, son sens du discernement et sa grande expérience en élaboration des politiques au service du département Afrique, qui continue de répondre à la demande croissante des pays subsahariens de conseils stratégiques, de financements et de développement des capacités



sur mesure », a déclaré, Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI).

Qui est ZEINE OULD ZEIDANE ?

Ressortissant mauritanien, M. Zeidane possède plus de vingt ans

d'expérience dans la formulation des politiques macroéconomiques et la coopération économique internationale. Il est actuellement directeur adjoint au sein du département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD), où il supervise les relations entre le FMI et les principaux pays du Golfe et

contribue à renforcer les partenariats stratégiques avec les acteurs clés de la région, grâce, notamment, à l'ouverture du bureau régional du FMI à Riyad en 2024.

Précédemment, M. Zeidane a été directeur adjoint du département Afrique, où il a étroitement participé à certaines des collaborations les plus importantes et les plus complexes dans la région.

Il a aussi joué un rôle de premier plan dans la définition des politiques du FMI pour mieux répondre aux besoins de l'Afrique subsaharienne, notamment dans le

contexte des réformes des politiques de prêts concessionnels et du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) pendant la pandémie. Fort de sa capacité à concilier expériences nationales et priorités institutionnelles, M. Zeidane a dirigé les travaux relatifs à la politique de gouvernance de 2018 dans le cadre de ses fonctions antérieures au sein du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (SPR).

Avant de rejoindre le FMI en 2012, il a occupé plusieurs postes du

plus haut niveau en Mauritanie, notamment ceux de Premier ministre, de gouverneur de la banque centrale et de conseiller économique du président. Ce parcours a été complété par des fonctions au sein de la Banque mondiale et dans le secteur bancaire commercial, ce qui lui a permis d'acquies une vision globale de la conception et de la mise en œuvre des politiques, ainsi que de la collaboration avec des partenaires internationaux.

« Le calme et la pondération dont fait preuve Zeine se sont révélés particulièrement efficaces pour résoudre des problèmes difficiles et délicats », a ajouté Mme Georgieva. « Je suis sûre qu'il saura diriger le département Afrique avec succès et conviction, dans un esprit de collaboration, afin de faire progresser la mission du département et de servir nos pays membres ».

Zeidane est titulaire d'un doctorat en mathématiques appliquées et d'un diplôme de troisième cycle en macroéconomie de l'Université de Nice.

Luc Amen



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dettes publiques (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

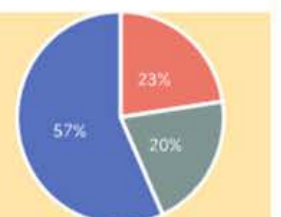
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Autonomisation des femmes agricultrices dans le Kloto

Les résultats du projet biogaz capitalisés

Les activités du projet « Biogaz pour l'autonomisation des femmes agricultrices de Kloto » ont été capitalisées, le samedi 4 avril à Kpalimé, au terme de douze mois de mise en œuvre. Porté par l'ONG Appui aux initiatives locales (AIL), ce projet a bénéficié du soutien financier de GERES à travers le programme « Féminismes, actions et mobilisation pour une économie inclusive » (FAME).

Cette rencontre de clôture a permis de présenter les résultats enregistrés sur le terrain, marqués notamment par l'introduction des solutions énergétiques durables au service de la production agricole. Le projet a abouti à l'installation de biodigesteurs doubles de 10 m³ sur deux sites, à Danyinu et Agogomé. Ces infrastructures permettent non seulement de produire du biogaz destiné à alimenter des motopompes pour l'irrigation, mais aussi de générer du digestat, un engrais organique utilisé pour enrichir les sols. La directrice exécutive de l'ONG AIL, Chakpla Mawuto Delphina, a indiqué que « les digesteurs sont désormais pleinement opérationnels pour la production d'engrais organique, déjà exploité par les bénéficiaires ». Elle a ajouté que l'utilisation du biogaz pour le pompage de l'eau, étape clé du projet, est en cours de finalisation, selon les précisions apportées par le technicien biogaz, Mawussi Adza.

Au-delà des infrastructures

Le projet a enclenché une transformation notable des pratiques agricoles. Les bénéficiaires ont diversifié leurs cultures, passant de deux principales spéculations, l'adémè et le gboma, à



près d'une dizaine de variétés. Elles ont également acquis des compétences en transformation et conservation des produits, notamment le séchage et la transformation en poudre de certains légumes. Les impacts économiques sont également significatifs. Les produits agricoles, autrefois vendus en vrac, sont désormais commercialisés au kilogramme sur des marchés spécialisés, notamment à Lomé et à Kpalimé, permettant une nette amélioration des revenus. « Un panier d'adémè vendu autrefois à 3.000 FCFA peut aujourd'hui atteindre 8.000 FCFA », a souligné Mme Chakpla, illustrant l'évolution des conditions de commercialisation. Dans le cadre de sa mise en œuvre, le projet a bénéficié de l'appui de la commune Kloto 1, qui a mis à disposition plus d'un hectare de terres sur les deux sites. Il a également permis la construction de retenues d'eau, l'acquisition de motopompes et la formation des bénéficiaires en techniques agricoles durables,

en production de fertilisants et en entrepreneuriat. Regroupées en coopératives, notamment « Scoops Nyonu Bio » à Danyinu et « Scoops Emerald Verte » à Agogomé, les bénéficiaires s'inscrivent désormais dans une dynamique structurée tournée vers des activités génératrices de revenus durables. L'objectif, selon les responsables du projet, est de favoriser leur transition d'une agriculture de subsistance vers un modèle entrepreneurial. Pour l'animateur du projet, Marius Clifford Agaga, « les femmes ont considérablement amélioré leurs conditions de vie, en diversifiant leurs productions et en augmentant leurs revenus ». Au total, une cinquantaine de femmes, réparties en deux coopératives en cours d'immatriculation, ont bénéficié de cet accompagnement. Satisfaites des résultats obtenus, elles ont salué l'engagement des partenaires et des autorités locales.

Festival Ayimolou 2026

Watchè, Atassi et Ayimolou à l'honneur face au CETEF

La 2e édition du Ayimolou Festival « AYIF » a démarré le 3 avril passé sur le terrain en face du Centre togolais des expositions et foire Togo 2000. Le ton officiel a été donné par le maire de la commune Golfe 2, au cours d'une cérémonie solennelle en présence des autorités locales et traditionnelles, des entrepreneurs d'Ayimolou, l'un des plats les plus prisés au Togo.

Cette année, l'événement est axé autour du thème : « Les entrepreneurs du secteur d'Ayimolou face à l'utilisation du riz local » et vise à valoriser ces acteurs de la gastronomie togolaise. Selon les précisions du promoteur, Bernard Anoumo Dodji Bokodjin, à long terme, le festival, avec le concours des autorités, vise à hisser Ayimolou au patrimoine mondial de l'UNESCO. L'initiative vise à valoriser la gastronomie togolaise, particulièrement le plat Ayimolou, un mélange de haricot et de riz cuits, accompagné du piment noir (Ebéssé fiofio). L'événement se tient jusqu'au 8 avril 2026 sur le terrain en face du Centre togolais des expositions et foire Togo 2000 de Lomé. Devenu une identité nationale, ce plat fait la fierté des Togolais et symbolise le vivre-ensemble, le partage et la convivialité. En outre, ce deuxième acte mettra sous les projecteurs les produits made in Togo et le savoir-faire culinaire des femmes et des hommes promoteurs des entreprises Ayimolou. Au menu des six (06) jours : des concerts et le concours du meilleur mangeur d'Ayimolou, en dehors des expositions. Des panels, des formations, des prestations artistiques... D'après Eric Kpadé, maire de la commune Golfe 2, Ayimolou Festival fait la promotion des mets du terroir. « Ayimolou n'est pas seulement une recette, mais un véritable art de vivre qui



se transmet de génération en génération. Il valorise l'entrepreneuriat au Togo et célèbre l'identité togolaise et la culture gastronomique de notre pays. » Selon lui, cette initiative souligne le poids de la gastronomie dans l'économie nationale. Durant l'événement, l'accent sera mis sur la sensibilisation des restaurateurs et festivaliers afin de les amener à utiliser, dans leurs maisons et dans leurs restaurants, le riz produit localement, à en croire le promoteur. Selon lui, il s'agit également de valoriser les restaurateurs et restauratrices pour montrer le poids de leur apport dans l'économie nationale, promouvoir le plat Ayimolou à l'international, au même titre que des plats comme le thiéboudienne du Sénégal ou l'attiéké de Côte d'Ivoire. À long terme, la vision est de proposer Ayimolou au patrimoine culturel de l'UNESCO, avec l'appui des autorités.

Ayimolou sous les projecteurs des uni-

versitaires

Ayimolou Festival, édition 2026, apporte plusieurs innovations. Il s'agit, entre autres, du forum Ayimolou consacré à des panels et conférences animés par les départements de sociologie, d'histoire et de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Lomé. Il sera question de travailler sur l'historicité du plat Ayimolou, son impact sociologique et son apport économique. Aussi, il est prévu des travaux scientifiques animés par le ministère de l'Agriculture, qui procédera à expliquer la qualité nutritionnelle de ce plat légendaire du Togo. Contrairement à la première édition, l'événement est passé de trois (03) à six (6) jours et de 12 à 16 exposants, avec 50 000 festivaliers attendus. Tout au long de l'événement, la commune Golfe 2 se rapproche davantage aux côtés des usagers avec la légalisation des documents et d'autres services sur le site.

André Baba

Saint-Pétersbourg

Lomé met en avant ses ambitions logistiques et portuaires

Le Togo a mis en avant ses ambitions logistiques et portuaires lors du Premier Forum international des transports et de la logistique (ITLF), qui se tient du 1er au 3 avril 2026 à Saint-Pétersbourg, en Russie. Représentant le Président du Conseil, Faure Gnassingbé à cette rencontre stratégique, le ministre délégué chargé de l'économie maritime, Edem Tengue, a positionné Lomé comme un hub incontournable dans la recomposition des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans un contexte géopolitique marqué par la mutation des corridors commerciaux, l'officiel togolais a souligné la nécessité de bâtir une architecture logistique plus équilibrée et multipolaire, une vision que porte le président du conseil. À cet effet, il a insisté sur la place du Togo comme point d'ancrage naturel entre l'Eurasie et l'Afrique de l'Ouest, mettant en avant la stabilité du pays et sa diplomatie ouverte. Au cœur de cette stratégie, le Port autonome de Lomé s'impose comme un levier majeur. En effet



selon les données avancées, l'infrastructure portuaire a traité plus de 2 millions d'EVP en 2024, avec un trafic global dépassant 30 millions de tonnes de marchandises.

Unique port en eau profonde de la sous-région capable d'accueillir les plus grands porte-conteneurs, Lomé renforce ainsi son statut de plateforme logis-

tique de référence en Afrique subsaharienne.

Le ministre a également mis en exergue le rôle du Togo comme corridor stratégique pour les pays sahéliens. En effet, une large part du transit destiné au Mali, au Burkina Faso et au Niger transite par Lomé, confirmant la vocation régionale du port togolais. L'intégration avec la Plateforme industrielle d'Adétikopé contribue par ailleurs à réduire les coûts logistiques et à fluidifier les échanges. Sur le plan diplomatique, l'intervention a été l'occasion de rappeler le renforcement des relations entre Lomé et Moscou, dans

un contexte de diversification des partenariats.

Les discussions engagées entre les deux pays portent notamment sur la sécurité, le commerce, l'énergie et la formation, avec une montée en puissance des échanges académiques et techniques.

Au-delà des enjeux bilatéraux, le Togo plaide pour une meilleure interconnexion des systèmes logistiques et douaniers à l'échelle internationale. Le pays soutient notamment les initiatives visant à digitaliser les chaînes de transport et à harmoniser les normes, afin de faciliter

les flux commerciaux entre l'Afrique, la Russie et les pays des BRICS. En marge des travaux, le ministre a eu une réunion avec des représentants du ministère russe des transports sur la coopération entre le Togo et la Russie dans le secteur du transport.

Notons qu'à travers cette participation à l'ITLF, Lomé confirme son ambition de jouer un rôle central dans les échanges mondiaux, en capitalisant sur ses infrastructures, sa position géographique et sa stratégie d'ouverture économique.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COFEB
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION
ET D'ETUDES BANCAIRES



APPEL A CANDIDATURES POUR LA 49^e PROMOTION DU CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des Administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

En outre, le COFEB accueille des agents des banques centrales africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1^{er} janvier 2026 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un Etat membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master I ou II en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1^{er} janvier 2026.

Les candidats doivent, en outre, passer un **test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO.

Par ailleurs, elle accorde des bourses d'études aux cinq (5) candidats de chaque État membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation auprès de leur organisme d'origine ou d'autres structures.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats provenant de structures privées exerçant dans les secteurs de l'économie et de la finance, ou de Centres de recherches et de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire. Ce programme comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>.

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidatures, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une ou des attestations de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1^{er} janvier 2026 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique direct habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante :

[\(https://cofeb.bceao.int/\)](https://cofeb.bceao.int/), onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 15 mai 2026

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus afin de vérifier leur authenticité.

Par ailleurs, les candidatures féminines sont fortement encouragées. Les femmes admises au test de pré-requis bénéficieront d'un régime préférentiel dans l'octroi de la bourse BCEAO.

En outre, la possibilité leur sera offerte de bénéficier d'un billet pour retourner dans leur pays d'origine durant la période de vacances du premier semestre.

Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des États membres de l'UEMOA ;
- au COFEB :
 - par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;
 - par courrier électronique aux adresses :

**courrier.zdepfor@bceao.int ;
formation-cofeb@bceao.int ;**

NB : Toutes les informations relatives à nos activités sont disponibles sur notre site internet :

<https://cofeb.bceao.int/>



BankAssur Forum & Awards 2026

Lomé se prépare à accueillir les acteurs africains de la finance inclusive

Lomé s'apprête à devenir, le temps de deux jours, un carrefour majeur des réflexions sur la finance inclusive en Afrique. La capitale togolaise a en effet abrité, jeudi 2 avril 2026, le lancement officiel de la communication du BankAssur Forum & Awards, à l'occasion d'un dîner de presse organisé en présence de plusieurs journalistes et acteurs du secteur financier.



Prévu les 26 et 27 octobre 2026 à l'Hôtel 2 Février, l'événement réunira dans la capitale togolaise un large éventail d'acteurs : représentants des gouvernements et des instances de régulation, banques, compagnies d'assurances, fintechs et insurtechs, investisseurs, universitaires et professionnels des médias. Plusieurs pays africains sont également attendus à Lomé pour participer aux échanges et partager leurs expériences. Selon EBA Bertrand, président du comité d'organisation, l'ambition première de ce rendez-vous continental est de renforcer la coopération entre les acteurs de la finance. « Il est aujourd'hui question de mettre en place une plateforme de dialogue entre le secteur bancaire et le secteur assurantiel, afin de favoriser une véritable synergie entre ces deux domaines. L'objectif est, à terme, d'améliorer significativement l'inclusion financière et de proposer des solutions innovantes, adaptées aux besoins des populations ainsi qu'à ceux des entreprises. Tel est le principal fondement de l'organisation de ce forum », a-t-il fait savoir. À travers cette initiative, les organisateurs entendent répondre à un défi majeur sur le continent : l'accès équitable aux services financiers. Malgré les progrès observés dans plusieurs pays africains, une part importante de la population reste encore exclue des circuits financiers classiques. Le forum se veut donc un cadre de réflexion collective pour identifier des solutions concrètes, adaptées aux réalités économiques et sociales africaines. Dans cette dynamique, les retombées économiques attendues sont également importantes, tant pour les entreprises que pour les États participants. « Les retombées économiques d'une telle initiative sont également à souligner,

notamment pour le pays. Ce forum constitue un cadre propice aux échanges entre dirigeants, favorisant ainsi les rencontres, le partage d'expériences et la conclusion de partenariats. Des entreprises togolaises pourraient, à cette occasion, nouer des relations fructueuses avec des entreprises étrangères, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles opportunités de collaboration », a indiqué Bertrand EBA. Au programme de cette rencontre figurent notamment une conférence des décideurs réunissant ministres et régulateurs, plusieurs panels d'experts consacrés aux innovations financières, à la digitalisation et au rôle de l'assurance dans l'inclusion financière, ainsi que des masterclass professionnelles axées sur la monétique. L'événement sera également marqué par un espace « Invest in Togo » et par la mise en place d'un marché virtuel dédié aux initiatives africaines dans ce domaine. Le forum s'achèvera par une soirée de distinction visant à récompenser les meilleures pratiques du secteur.

Pourquoi le choix du Togo ?

Le choix du Togo pour accueillir cette rencontre continentale n'est pas fortuit. Le pays s'impose aujourd'hui comme l'un des modèles émergents en matière d'inclusion financière en Afrique de l'Ouest. Avec un taux d'inclusion financière globale dépassant les 80 %, dont près de 45 à 50 % d'inclusion

formelle, le Togo affiche des performances remarquables. À cela s'ajoute une forte dynamique du mobile money, qui représente plus de 60 % des transactions financières, avec une croissance annuelle estimée à 15 %. Ces résultats ont permis au pays de se hisser en 2025 au rang de leader en Afrique de l'Ouest dans ce domaine, se positionnant parmi les nations africaines les plus avancées, juste derrière le Kenya. Grâce à son positionnement géographique stratégique et à son ouverture économique, le Togo s'affirme progressivement comme un hub financier régional, capable de porter une vision ambitieuse de la finance inclusive et de partager son expérience avec d'autres pays du continent. En réunissant décideurs, experts et investisseurs autour de ces enjeux, le BankAssur Forum & Awards 2026 entend ainsi contribuer à accélérer la transformation des systèmes financiers africains et à renforcer les mécanismes d'inclusion au service du développement du continent. Pour rappel, le BankAssur Forum & Awards 2026 est une initiative portée par le Forum des Marchés Financiers d'Afrique (FOMAF), avec l'appui de l'État togolais. Cette collaboration vise à promouvoir l'inclusion financière, encourager l'innovation dans le secteur financier et renforcer la position du Togo comme pôle financier émergent en Afrique de l'Ouest.

Dieudonné Amouzouvi



Télécom

La Guinée équatoriale veut se connecter à un nouveau câble pour améliorer son Internet

La Guinée équatoriale est actuellement desservie par un seul câble sous marin international. Cette situation affecte la qualité et la disponibilité de l'Internet, dans un contexte de transformation numérique où l'administration, les entreprises et les particuliers en dépendent au quotidien.

Le gouvernement équato-guinéen envisage de connecter le pays au câble sous-marin « Medusa ». Estimée entre 20 millions d'euros (environ 23 millions USD) et 60 millions d'euros, l'initiative vise à mettre fin aux interruptions du service Internet et à garantir un réseau stable et de haute qualité. Elle devrait être opérationnelle entre 2029 et 2030.



Cette initiative figure parmi les mesures prioritaires proposées dans une étude stratégique réalisée par le cabinet Mason pour les autorités, visant à transformer le paysage numérique du pays à travers un plan actualisé et sécurisé. Le rapport technique a été présenté le vendredi 3 avril, en présence du vice-président Nguema Obiang Mangué (photo, à gauche), selon un communiqué du service de presse de la vice-présidence et du Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), au pouvoir. Le projet n'est toutefois pas encore acté. Le vice-président a précisé que le projet sera examiné en détail par une commission technique en collaboration avec les responsables de « Medusa ».

Une infrastructure stratégique pour renforcer la connectivité

Le rapport technique de Mason précise que le câble sous marin Medusa est une infrastructure majeure de fibre optique longue de 8700 kilomètres, reliant la Méditerranée, l'Atlantique et la mer Rouge. La ville de Bata est pressentie comme point stratégique d'atterrissement, en raison de sa densité de population et de sa proximité avec la capitale, La Paz. Le système Medusa promet une capacité totale de 480 Tb/s, reposant sur 24 paires de fibres, soit environ 20 Tb/s par paire. Initialement conçu pour connecter des pays de la Méditerranée, le projet a ensuite été étendu à l'Afrique. Cette extension devrait améliorer l'accès au numérique pour des centaines de millions de personnes dans 22 pays du continent.

Des efforts pour diversifier les connexions internationales

Le rapport technique sou-

ligne la nécessité de renforcer la connexion nationale aux réseaux internationaux à haute capacité afin de surmonter les limites actuelles. Le gouvernement avait déjà signé, en février dernier, un accord de coopération avec le Nigeria en vue du déploiement d'une infrastructure de fibre optique sous-marine.

Les détails techniques de ce projet n'avaient toutefois pas été précisés. Le ministre nigérian des Affaires étrangères, Yusuf Tuggar, avait indiqué que le futur câble à haut débit en fibre optique permettra de renforcer les communications numériques. « Il s'agit d'un câble sous-marin très important pour les interconnexions dont nous avons besoin en Afrique afin d'intégrer nos marchés et d'en tirer les bénéfices », a-t-il ajouté.

Le Nigeria est déjà connecté à sept grands câbles sous-marins internationaux : West Africa Cable System (WACS), SAT-3/WASC, MainOne, Glo-1, Equiano, 2Africa et ACE (Africa to Europe). À cela s'ajoute une liaison avec le Cameroun, entre les villes de Kribi et Lagos.

De son côté, la Guinée équatoriale dépend principalement du câble ACE pour sa connectivité internationale. Le pays dispose également de liaisons locales et régionales : Ceiba-1 relie Malabo à Bata ; Ceiba-2 relie Malabo à Kribi (Cameroun), en passant par Bata ; tandis qu'Ultramar GE relie la Guinée équatoriale à Sao Tomé-et-Principe.

Un levier pour réduire les coûts et accélérer l'inclusion numérique

Au-delà de l'amélioration de la qualité de service attendue par les autorités, le consortium derrière le câble Medusa

indique dans ses communications que son déploiement en Afrique permettra d'atténuer les risques de saturation liés à la hausse de la demande en connectivité, tout en renforçant la redondance et la résilience des réseaux critiques.

« Le Medusa Africa Submarine Cable System sera une véritable transformation pour la connectivité numérique le long de la côte atlantique africaine, en créant de nouvelles opportunités d'innovation, de commerce et d'inclusion sociale dans la région », avait déclaré Norman Albi, directeur général d'AFR-IX et du projet Medusa Africa, dans un communiqué publié en septembre 2025.

L'atterrissement d'un câble sous-marin est également associé à une baisse des coûts de l'Internet. Dans une étude publiée en juillet 2024, la Banque mondiale indique que chaque doublement de la capacité des câbles sous-marins en Afrique entraîne en moyenne une baisse de 7 % du prix du haut débit fixe et de 13 % pour le haut débit mobile.

Enfin, une meilleure résilience et une plus grande capacité peuvent favoriser l'adoption de l'Internet et des services numériques, dans un contexte d'accélération de la transformation digitale et de fracture numérique persistante. Selon DataReportal, la Guinée équatoriale comptait 1,18 million d'abonnements Internet à fin 2025, pour un taux de pénétration de 60,4%.



BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 3 avril 2026

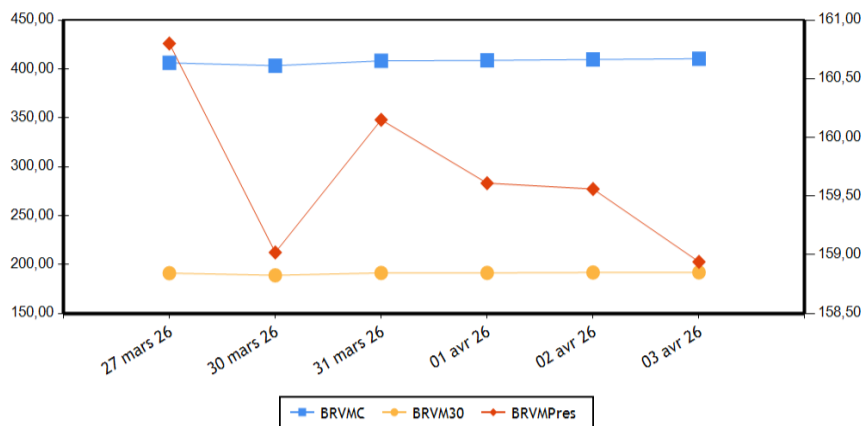
N° 64

BRVM COMPOSITE	410,43
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	18,71 %

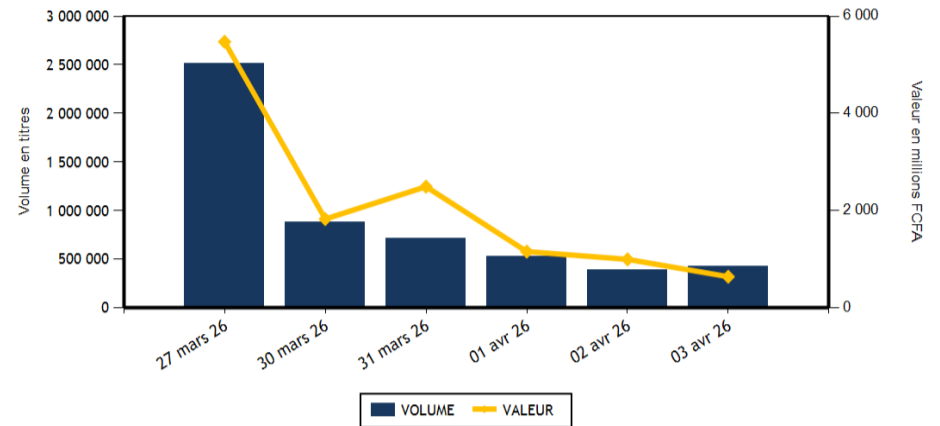
BRVM 30	192,04
Variation Jour	0,07 %
Variation annuelle	15,52 %

BRVM PRESTIGE	158,94
Variation Jour	-0,39 %
Variation annuelle	10,18 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 824 291 890 318	0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	410 850	14,96 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	562 785 762	-23,43 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	22,22 %
Nombre de titres en baisse	15	-21,05 %
Nombre de titres inchangés	10	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 976 113 439 111	0,16 %
Volume échangé	12 265	-59,26 %
Valeur transigée (FCFA)	78 290 880	-70,25 %
Nombre de titres transigés	6	-14,29 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	3 375	7,48 %	154,72 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 945	7,46 %	83,49 %
UNILEVER CI (UNLC)	69 005	6,16 %	101,62 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 985	4,47 %	183,57 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	34	3,03 %	47,83 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 515	-4,72 %	7,45 %
SMB CI (SMBC)	12 000	-3,61 %	26,32 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 925	-2,78 %	37,50 %
BICI CI (BICC)	24 000	-2,44 %	23,43 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 600	-1,64 %	24,14 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	158,94	-0,39 %	10,18 %	33 956	175 917 985	11,83
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	289,37	0,95 %	32,95 %	376 894	386 867 777	16,86

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	158,05	0,20 %	18,71 %	410 850	562 785 762	13,62

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,21	-0,34 %	8,76 %	1 990	32 034 215	9,83
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	193,77	0,08 %	11,99 %	17 310	35 517 030	66,49
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	178,17	0,09 %	22,15 %	303 300	238 614 447	11,89
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	277,78	1,51 %	28,55 %	47 615	127 996 195	13,00
BRVM - INDUSTRIELS	6	208,44	2,47 %	57,52 %	10 584	28 856 685	18,45
BRVM - ENERGIE	4	144,54	-0,06 %	30,32 %	29 265	96 500 110	18,51
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	147,63	0,00 %	39,41 %	786	3 267 080	18,32

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,62
Taux de rendement moyen du marché	6,45
Taux de rentabilité moyen du marché	7,95
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	189
Volume moyen annuel par séance	2 079 467,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 053 642 227,85

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	11,18
Ratio moyen de satisfaction	23,49
Ratio moyen de tendance	210,16
Ratio moyen de couverture	47,58
Taux de rotation moyen du marché	0,04
Prime de risque du marché	1,59
Nombre de SGI participantes	34

Santé en Afrique

La Commission économique pour l'Afrique prend des mesures stratégiques

L'Afrique est confrontée à une crise du financement de la santé, avec des millions de personnes privées de soins et un déficit annuel de 60 milliards de dollars. La nouvelle Initiative pour un financement durable de la santé de la Commission économique pour l'Afrique vise à faire de la santé une priorité en matière d'investissement, à renforcer le financement national et à tirer parti des solutions numériques pour rendre les soins de santé accessibles, efficaces et politiquement pertinents.

Les modèles actuels de financement de la santé en Afrique sont non viables et nuisibles sur le plan économique tant pour les citoyens que pour les États, considère Aboubakri Diaw, chef de cabinet au sein du bureau du secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Lors du lancement de l'Initiative pour un financement durable de la santé, qui s'est tenu le dernier jour de la Conférence des ministres des Finances et de la Planification économique de la CEA de cette année au Maroc, Aboubakri Diaw a exhorté les pays africains à adopter et à mettre en œuvre ce programme. S'exprimant avant le lancement, il a souligné que les gouvernements africains ne financent actuellement que moins de 41 % des dépenses de santé, le reste étant pris en charge par les particuliers et les bailleurs de fonds.

« Les paiements directs ne sont pas seulement une statistique sanitaire ; ils constituent l'un des principaux facteurs aggravants de la pauvreté sur le continent », a-t-il déclaré, notant que des millions de personnes restent exclues des systèmes de santé, dont plus de 40 millions de personnes déplacées. Aboubakri Diaw a souligné que seuls quelques pays sont en passe d'atteindre l'objectif d'Abuja consistant à allouer 15 % des budgets nationaux à la santé, 25 ans après sa fixation. Et ce, malgré le fait que les investissements dans la santé génèrent des retombées économiques significatives.

Même si tous les gouvernements africains respectaient aujourd'hui leur engagement d'Abuja, a-t-il averti, le continent serait toujours confronté à un déficit de financement de 60 milliards de dollars par an.

Renforcer la mobilisation des ressources nationales

Articulée autour de huit engagements fondamentaux, l'initiative vise à rendre le financement de la santé en Afrique plus coordonné et plus propice aux investissements. Elle donne la priorité au renforcement de la mobilisation des ressources nationales afin de réduire la dépendance vis-à-vis des financements externes, tout en améliorant la coordination entre les ministères de



la Santé, des finances et de la planification pour ancrer le financement de la santé dans les stratégies économiques nationales.

L'initiative tirera également parti de l'intégration régionale dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine pour soutenir la production pharmaceutique nationale à grande échelle. Aboubakri Diaw a fait valoir qu'avec une estimation de 150 à 200 000 milliards \$ de fonds institutionnels mondiaux potentiellement mobilisables si les structures adéquates sont en place, le défi ne réside pas dans la disponibilité des capitaux mais dans l'architecture de gouvernance nécessaire pour rendre la santé bancable.

Les décideurs politiques sont invités à considérer la santé non pas comme un coût mais comme une assurance contre le risque souverain. Aboubakri Diaw a encouragé les pays à rejoindre les pionniers en s'engageant dans un plan d'action de 90 jours visant à institutionnaliser l'initiative. « L'architecture est en place. Les partenaires sont présents. La déclaration a été adoptée. La seule variable qui reste est la volonté politique, et c'est là votre pouvoir », a-t-il souligné.

L'investissement dans la santé : une politique intelligente

Les intervenants lors d'autres discussions sur l'initiative ont souligné qu'investir dans la santé renforce la confiance et permet de gagner des voix, ce qui en fait une politique intelligente. L'ancien vice-président nigérian Yemi Osinbajo, a cité une enquête Afrobarometer montrant que la santé est une priorité pour les citoyens africains. Il a souligné que le système de santé est l'engagement le plus direct de l'État envers les populations, et que des systèmes fonctionnels renforcent la confiance dans le gouvernement.

Yemi Osinbajo a averti que l'échec des services de santé n'est pas seulement un déficit de services, mais une crise de légitimité politique, contribuant à des changements de gouvernement anticonstitutionnels au Sahel et ailleurs. D'autres intervenants ont noté que le sous-investissement dans la santé coûte plus cher qu'un financement adéquat et ont souligné la nécessité de s'attaquer à la fois au gaspillage et à la performance, en se concentrant non seulement sur les intrants mais aussi sur les extrants.

Lors d'une table ronde qui a suivi le lancement, le professeur Samuel Kobina Anim, directeur du Centre africain de statistiques de la CEA, a fait valoir que la faiblesse des systèmes de données nuit à la fois au financement et à l'efficacité des politiques. Le problème n'est pas l'absence de données, a-t-il expliqué, mais l'incapacité à les intégrer et à les appliquer efficacement. « Tous les pays disposent de données. La question est de savoir comment rassembler ces ensembles de données. » Samuel Anim a présenté les efforts de l'organisme onusien pour développer une plateforme de données intégrée de bout en bout qui servira d'outil de gouvernance plutôt que de simple tableau de bord. « Elle ne se contentera pas d'examiner le montant que nous investissons ; elle nous donnera une idée des retours que nous allons obtenir », a-t-il déclaré, soulignant que cela encouragerait les investissements du secteur privé.

Exploiter les infrastructures numériques

Ngone Diop, directrice du Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, a expliqué que la Commission passe de la définition du discours à son application concrète, notamment en incitant les ministres des Finances à donner la priorité au financement de la santé dans le cadre de

stratégies budgétaires et de développement plus larges. En Afrique de l'Ouest, cette approche est déjà opérationnelle grâce à des plateformes nationales en Gambie, au Sénégal et au Ghana, où les gouvernements, les créanciers et les partenaires de développement discutent du financement de la santé. Ngone Diop a souligné que les pays doivent mener ce processus, la CEA et d'autres partenaires apportant leur soutien. « Les bases ont déjà été jetées, et notre rôle est de vous soutenir en vous apportant l'aide nécessaire pour traduire ce programme global

en actions concrètes et mesurables », a-t-elle déclaré. Représentant la division Technologie de la CEA, Mactar Seck, a expliqué que « la technologie peut contribuer à réduire le recours aux paiements directs », citant en exemple les plateformes de paiement mobile telles que M-Pesa au Kenya, ainsi que des solutions d'assurance numérique et de Fintech dans des pays comme l'Égypte et l'Afrique du Sud qui facilitent l'accès au financement des soins de santé. Mactar Seck a toutefois averti que pour libérer tout le potentiel de la technologie, il fallait

s'attaquer à des contraintes majeures. « La connectivité est le fondement de la santé numérique », a-t-il déclaré, appelant à un renforcement des investissements dans les infrastructures numériques grâce à une collaboration entre les ministères des Finances, les secteurs des TIC et les acteurs privés. Des réglementations sont également nécessaires pour garantir la qualité des systèmes numériques, et les gouvernements doivent investir dans le développement des compétences numériques au sein du personnel de santé.

Cessez-le-feu

Trump qualifie la proposition d'« étape très importante », l'Iran dit l'avoir « rejetée »

Interrogé lors de la cérémonie de Pâques, Donald Trump a qualifié de « significative » la proposition de cessez-le-feu portée par le Pakistan. Malgré cet optimisme prudent de Washington, l'agence officielle iranienne Irna affirme, de son côté, que Téhéran rejette le texte et exige une fin définitive des hostilités.

Interrogé lundi sur une proposition de cessez-le-feu avec l'Iran avancée par des pays médiateurs, Donald Trump a jugé qu'il s'agissait d'une « étape très importante ». « Ce n'est pas encore assez bien mais c'est une étape très significative », a dit le président américain, pendant un échange avec des journalistes en marge d'une cérémonie organisée à l'occasion de Pâques à la Maison Blanche.

La Maison Blanche a confirmé lundi que des pays médiateurs avaient proposé un cessez-le-feu de 45 jours en Iran, en ajoutant que Donald Trump n'avait pas validé cette idée. Selon le site Axios, des médiateurs pakistanais, égyptiens et turcs ont fait cette proposition d'une trêve de 45 jours, alors que le président américain a fixé à mardi soir un ultimatum avant de bombarder des infrastructures en Iran. Toujours d'après Axios, la proposition des médiateurs se présente en deux phases : d'abord une trêve de 45 jours, pendant laquelle des négociations seraient menées en vue d'une cessation définitive du conflit, et qui pourrait être prolongée si nécessaire ; et une seconde phase qui verrait l'Iran et les États-Unis conclure un accord de paix



● Donald Trump s'est exprimé ce lundi sur l'Iran en marge de la traditionnelle course aux œufs de Pâques à la Maison-Blanche. REUTERS - Evan Vucci

à long terme. À en croire le site d'informations, la réouverture du détroit d'Ormuz et la question très difficile des réserves iraniennes d'uranium enrichi ne pourront être discutées qu'en vue d'un accord définitif, et non pas en préalable à un cessez-le-feu.

Réponse de l'Iran

De son côté, l'agence de presse gouvernementale Irna a affirmé lundi, sans préciser de source, que l'Iran avait rejeté une proposition de cessez-le-feu avec les États-Unis et Israël, portée par les efforts de médiation du Pakistan.

« L'Iran a transmis au Pakistan sa réponse à la proposition américaine pour mettre fin à la guerre », écrit Irna, sans détailler la teneur de

cette proposition. « Dans cette réponse - en dix points - l'Iran (...) a rejeté un cessez-le-feu et insiste sur la nécessité d'une fin définitive du conflit », ajoute l'agence de presse, au moment où plusieurs pays tentent de trouver une solution diplomatique pour mettre fin à 38 jours de guerre déclenchée par Israël et les États-Unis contre l'Iran, qui riposte en ciblant l'ensemble du Moyen-Orient.

Le président américain Donald Trump a menacé dimanche de frapper les centrales énergétiques et les ponts en Iran mardi si Téhéran n'a pas rouvert d'ici là le détroit d'Ormuz, une voie maritime cruciale pour l'approvisionnement mondial en pétrole. (Avec AFP)

UEMOA Titres – Semaine 14

Quatre États dont le Mali, le Togo et le Bénin lèvent 148,4 milliards FCFA

Avec 542,4 milliards de FCFA de soumissions pour 137,4 milliards mis en jeu, le marché UMOA-Titres a confirmé, entre le 31 mars et le 3 avril 2026, une liquidité abondante et une demande structurellement excédentaire.

Côte d'Ivoire, Mali, Bénin et Togo ont collectivement mobilisé 148,4 milliards de FCFA (incluant les rachats anticipés du Mali) avec un taux de couverture global avoisinant 395% et un taux d'absorption de 27,4%, confirmant la discipline tarifaire des Trésors de l'Union.

Un marché liquide et des Trésors sélectifs

La semaine s'est inscrite dans la continuité de la tendance observée en mars avec des investisseurs qui répondent massivement, mais les émetteurs filtrent avec rigueur. Les obligations à moyen et long terme ont concentré 115,95 milliards de FCFA des montants adjugés, soit plus de 78% du total retenu, contre moins de 22% (32,4 milliards) pour les bons à court terme.

Sur les BAT 364 jours, les taux moyens pondérés ont oscillé entre 4,71% (Côte d'Ivoire) et des niveaux non servis (Togo, zéro retenu), tandis que les OAT à 5 ans se sont négociés



entre 7,12% côté ivoirien et 7,65% côté malien, écart qui reflète fidèlement la prime de risque souverain demandée par les marchés.

Côte d'Ivoire : forte demande, concentration sur les maturités longues

Le Trésor ivoirien a ouvert la semaine le 31 mars avec un objectif de 60 milliards de FCFA. La demande a été massive avec 233,429 milliards de soumissions au total, portant le taux de couverture à 389,05%. Le Trésor a finalement retenu 66 milliards, soit un taux d'absorption de 28,27%.

La sélectivité a été maximale sur les BAT 364 jours où seulement 7,405 milliards ont été retenus (sur 113,163 milliards soumis), contre un rendement moyen pondéré de 4,71%, en recul de 23 points de base par rapport à l'adjudication du 24 mars. Les OAT 3 ans ont été mieux

servies avec 20,837 milliards retenus pour un rendement de 6,65%. L'essentiel de la levée repose sur les OAT 5 ans qui a rapporté 37,758 milliards contre un rendement de 7,12%, en légère décline par rapport aux 7,30% observés fin mars.

Mali : émission et rachat menés simultanément le 1er avril

Bamako a conduit deux opérations distinctes en parallèle, reflétant une gestion active de son profil de dette. D'un côté, une émission de 18,088 milliards de FCFA en OAT, intégralement souscrite avec 11,962 milliards en OAT 5 ans à un rendement de 7,65%, et 6,126 milliards en OAT 3 ans à 8,16%. Ces niveaux (les plus élevés de la semaine toutes maturités confondues) illustrent la prime de risque exigée par les investisseurs pour des titres maliens, dans un contexte de participation

régionale quasi-nulle.

De l'autre, le Trésor malien a procédé au rachat anticipé de 9,269 milliards de FCFA de titres à courte échéance résiduelle : une OAT à 86 jours pour 6,269 milliards à 3,50%, un BAT à 112 jours pour 1 milliard à 3,54%, et un BAT à 124 jours pour 2 milliards à 4,06%. L'opération vise à lisser le mur d'amortissement à très court terme et à alléger les charges de trésorerie immédiates.

Bénin : taux de couverture record, écrêtage historique

L'adjudication béninoise du 2 avril a établi le taux de couverture le plus spectaculaire de la semaine et vraisemblablement l'un des plus élevés de l'année : 804,73%, soit 160,946 milliards de soumissions pour un objectif de 20 milliards. Le Trésor a pourtant maintenu une discipline de fer, ne retenant que 22 milliards, taux d'absorption de 13,67%, le plus bas de la semaine.

L'opération portait exclusivement sur des bons à très court terme, notamment BAT 91 jours et BAT 182 jours. Sur le 91 jours, 76,723 mil-

liards ont été soumis pour 9,497 milliards retenus, à un rendement de 3,85%. Sur le 182 jours, 84,223 milliards soumis pour 12,503 milliards retenus à 4,13%. La forte demande sur ces instruments reflète le besoin de placement de liquidités courtes dans l'Union, mais les Trésors refusent d'en profiter au-delà de leurs besoins immédiats.

Togo : quatre maturités mobilisées, BAT intégralement rejetés

Le Togo a clôturé la semaine le 3 avril avec la levée la plus diversifiée, couvrant simultanément quatre segments de courbe : BAT 364 jours, OAT 3, 5 et 7 ans. Les soumissions ont totalisé 120,716 milliards pour un objectif de 30 milliards, soit un taux de couverture de 402,39%. Le Trésor a retenu 33 milliards, traduisant un taux d'absorption de 27,34%. Fait marquant, l'intégralité des 38,109 milliards soumis sur le BAT 364 jours a été rejetée sans qu'un taux marginal ne soit même communiqué. Le signal est sans ambiguïté, Lomé ne souhaite pas s'endetter à court terme à des conditions jugées non

acceptables.

Les adjudications se sont concentrées sur les OAT : 20 milliards sur 3 ans (rendement 6,16%), 10 milliards sur 5 ans (rendement 7,41%) et 3 milliards sur 7 ans (rendement 7,31%). C'est également la première intervention togolaise sur la maturité 7 ans depuis janvier 2023.

Perspectives : 170 milliards attendus la semaine du 6 au 10 avril

Deux émetteurs majeurs sont annoncés pour la semaine à venir. La Côte d'Ivoire ciblerait 100 milliards de FCFA, tandis que le Burkina Faso reviendrait sur le marché pour 70 milliards. L'objectif de 170 milliards constitue un test significatif pour la capacité d'absorption du marché primaire, dans un contexte où la demande reste structurellement soutenue mais les Trésors arbitrent résolument en faveur des maturités longues.

HOROSCOPE finance

Bélier Attention, vous serez d'humeur à faire des folies dépensières ! Jupiter en cet aspect devrait en principe vous valoir une réelle chance sur le plan financier. Mais Mars mal aspecté a généralement pour effet de rendre terriblement dépensier. Vous feriez bien de fuir les vitrines et de vous abstenir de feuilleter les catalogues !

Taureau

Autant la journée sera équilibrée sur le plan financier pour les natifs raisonnables et prévoyants, autant ceux qui se laisseront guider par leurs caprices risquent de s'en mordre rapidement les doigts !

Gémeaux

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Cancer

Compte tenu de cette configuration de Mercure, vous pouvez espérer une belle éclaircie sur le front financier. Revenus en hausse ou dettes enfin épurées. Quoi qu'il arrive, une chose est sûre : vous serez plus à l'aise.

Lion

Si vous avez des ennuis d'argent, Jupiter en bonne position vous offrira de nombreuses possibilités de vous en sortir. Certes, vous devrez effectuer des démarches, écrire des lettres, contacter des personnes influentes et probablement faire appel à certains de vos amis. Mais n'ayez pas peur de vous lancer dans l'aventure : ce que vous entreprenez cette fois aura toutes les chances d'aboutir.

Vierge

Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Balance Cet aspect de Saturne vous permettra de régler des problèmes importants concernant des biens familiaux ou une délicate affaire de succession. Cependant, restez vigilant, voire méfiant.

Scorpion Vous pourrez vous féliciter de votre stratégie financière mise au point dernièrement : elle aura porté ses fruits. Vous parviendrez non seulement à équilibrer votre budget mais encore à faire fructifier largement vos ressources.

Sagittaire Les tendances générales du jour sont à la consolidation de tout ce qui touche le côté matériel des choses. Vous bénéficierez de très bonnes protections astrales dans le domaine pécuniaire. Prenez conscience de votre chance actuelle et lancez-vous dans les spéculations et les jeux de hasard : vous gagnerez très probablement quelque chose, si ce n'est pas le gros lot ; mais comme il subsistera tout de même un minimum de risque, n'engagez que ce que vous pouvez vous permettre de perdre.

Capricorne Vous avez des difficultés à arrondir vos fins de mois ? Si la chance vous sourit, vous aurez du jour au lendemain sur le bras le problème de dépenser cet argent qui vous sera tombé du ciel. Eh bien, il n'est pas impossible que dame Chance vienne vous visiter aujourd'hui !

Verseau Ce sera une journée pleine d'embûches sur le plan financier. Évitez toute spéculation, transaction, tractation, sous peine d'y laisser beaucoup de plumes. Il serait catastrophique de jouer gros ou de se lancer dans des opérations hasardeuses : vous n'aurez pas de chance sur ce terrain et vous risquez en outre de vous faire gruger.

Poisson Cet aspect de Pluton signifiera que vous devriez être très prudent dans le domaine financier. Demandez conseil en cas de démarches ou décisions importantes. Au lieu de dépenser sans compter, remplissez votre bas de laine : vous y trouverez des avantages certains.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoé Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

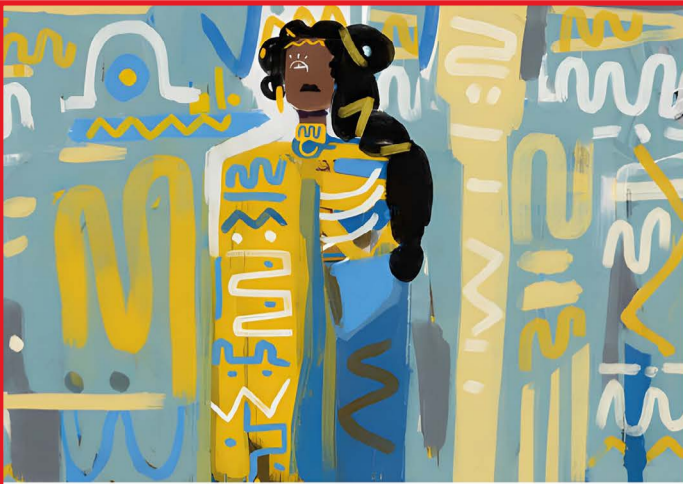
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



ÉDITO

Madame, Monsieur,

L'année 2026 marque une nouvelle impulsion pour le Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF - TOGO 2000). Fidèle à sa vocation de carrefour d'échanges, notre institution affirme plus que jamais sa place dans l'univers culturel togolais et régional, en donnant à la création artistique une visibilité renouvelée.

Ce Calendrier Artistique et Culturel 2026 est le reflet de cette ambition. Il dévoile une année riche en découvertes, façonnée par la diversité des talents, la vitalité des expressions artistiques et l'envie de faire du CETEF un espace où l'art se vit, se partage et s'inspire.

Au fil des mois, expositions, performances, ateliers, résidences et initiatives culturelles viendront animer nos espaces. Chaque rendez-vous sera une invitation à explorer, à ressentir et à célébrer la créativité sous toutes ses formes. Car ici, l'art n'est pas seulement présenté : il raconte, il questionne, il rassemble.

En 2026, nous poursuivons notre engagement : valoriser les artistes, encourager l'innovation, rapprocher les publics et offrir au Togo un lieu où l'excellence artistique dialogue avec la diversité culturelle.

Nous vous invitons à embarquer avec nous dans cette aventure. Que cette année soit pour vous une source d'émotions, d'inspiration et de rencontres enrichissantes.

Bienvenue dans l'univers Artistique et Culturel du CETEF 2026, une année pleine de promesses.



ALEXANDRE DE SOUZA
Directeur Général, CETEF-TOGO 2000

JANVIER 2026

MOIS DES RACINES & DE LA MÉMOIRE

23 SAISON 2026

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE & CONFÉRENCE DE PRESSE

INSTITUTIONNEL
Présentation du calendrier + showcase artistique + lancement visuel annuel.

FEVRIER 2026

MOIS DE L'AMOUR & DE LA CRÉATION
"L'AMOUR DONNE DES AILES"

6

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

7 & 21

GYM COMMUNAUTAIRE CETEF

SPORT BIMENSUEL
Activité physique participative dans l'enceinte du CETEF.

9-14 (DIPLOMATIE CULTURELLE)

RÉSIDENCE: PASSERELLES

CRÉATION / RÉSIDENCE
Création collective entre jeunes artistes pluridisciplinaire : musique, danse, théâtre présentée au public le 14 février.

13

CINÉ PLEIN AIR: AMOUR & SOCIÉTÉ

CINÉMA / DÉBAT
Projection de films suivie d'un échange.

MARS 2026

MOIS DE LA FEMME, DE L'INSPIRATION & DE LA CRÉATION

5-8

FESTIVAL: FEMMES EN ART

FESTIVAL / EXPO / FORUM
Célébration des femmes dans l'art : photo, mode, peinture et musique via des Expositions, débats et scènes dédiées aux créatrices togolaises.

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART

Présentation d'artistes plasticiennes togolaises et africaines.

SPECTACLE: ELLES EN SCÈNE

THÉÂTRE
Performances féminines et chorégraphies thématiques pour une soirée de clôture festive et solidaire.

30

PROJECTION PLEIN AIR: MÉMOIRE EN IMAGES

CINÉMA / EDUCATION
Projection documentaire sur les anciens lieux culturels togolais. FIFTO

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART

« Mille Cleux » - Dodo ADOGLI

14

CHILL & LOVE

ÉVÈNEMENT / CONCERT
Soirée spéciale Saint-Valentin: concerts, poésie urbaine et performances afro-acoustiques.

25-27

FORMATION: GESTION DE CARRIÈRE ARTISTIQUE

MANAGEMENT ARTISTIQUE
Module pratique sur contrat, image, communication et fiscalité.

28

SOIRÉE: VOIX DE DEMAIN

SLAM / MUSIQUE
Scène libre des jeunes créateurs, slam, rap et poésie.

TOUT LE MOIS

PROGRAMME: ÉCOLE & CULTURE

MÉDIATION
Interventions artistiques dans 3 lycées de Lomé.

13

PRISME 228 360°

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS SENZAA

14 & 28

FITNESS AFRO

SPORT BIMENSUEL
Zumba et danse africaine pour le mois de la femme.

25-27

ATELIER: ÉCO-DESIGN & ARTISANAT DURABLE

ATELIER PRATIQUE
Création d'objets design à partir de matériaux recyclés.

28

SPECTACLE

THÉÂTRE

SICUT



AVRIL 2026

MOIS DU NUMÉRIQUE & DE LA JEUNESSE CONNECTÉE

3

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

4 & 18

ZUMBA

SPORT BIMENSUEL
Activité sportive en musique.

8-11 (LABELLISÉ CETEF 2026)

FESTIVAL: ART & NUMÉRIQUE

FESTIVAL / INNOVATION
Rencontre autour du digital et art interactif: IA, art vidéo, mapping, NFT.

MAI 2026

MOIS DES IDÉES & DE L'ENTREPRENEURIAT CULTUREL

2 & 23

FITNESS CRÉATIF

SPORT BIMENSUEL
Séance bien-être avec musique locale.

8

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

11

BOB MARLEY VIBES: ONE LOVE EXPERIENCE

ONE LOVE UNITY & TRUTH
Hommage à l'esprit de Bob Marley

13-15

ATELIER: COMPTABILITÉ & FISCALITÉ DES ARTISTES

FORMATION
Gestion administrative et fiscale simplifiée. (OTR + Cabinets d'Avocats fiscalistes)

JUIN 2026

MOIS DES "MUSES" ET DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL

5

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

6 & 20

SPORT GYM

SPORT BIMENSUEL
Activité de cohésion pour la jeunesse locale.

10-12 (LABELLISÉ CETEF 2026)

CETEF AU CŒUR DES GOLFE

HORS-LES-MURS / CAMPAGNE
Ateliers de proximité et spectacle

13 (CONCOURS JEUNES TALENTS)

CASTEL TALENT

Grand Concours de Performance de Jeunes Talents du Togo.

17

SOIRÉE LITTÉRAIRE: TOGO - LÀ OÙ COMMENCE LE REGGAE

LECTURE & DÉBAT
Discussion autour du reggae et de ses racines africaines, accompagnée de musique live.

15

WORKSHOP: CRÉATION DE CONTENU, MONÉTISATION & IA

ATELIER / NUMÉRIQUE
Formation à la création de Reels, podcasts, YouTube, et initiation à l'art génératif et à la création vidéo mobile.

22-25

HACKATHON CULTURE CONNECTÉE

INNOVATION
Défis numériques pour jeunes développeurs culturels.

24

PRISME 228 360°

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS DJ FOOG

29

CASTEL TALENT (CONCOURS JEUNES TALENTS)

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS
Grand Concours de Performance de Jeunes Talents du Togo.

16

PROJECTION: HÉROS DU QUOTIDIEN

CINÉMA / PLEIN AIR
Film africain d'inspiration sur les jeunes artisans et entrepreneurs.

20-22

FORUM: START-UP CULTURELLE

FORUM / ENTREPRENEURIAT
Présentation de projets culturels et networking créatif.

23

SOIRÉE: HUMOUR & JAZZ FUSION

SPECTACLE / MUSIQUE
Stand-up et concert de jazz afro.

27

MARCHÉ CRÉATIF: ARTS & SAVEURS

MARCHÉ / ANIMATION
Marché artisanal et musical en plein air.

29

PRISME 228 360°

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS KING BALA

30

CASTEL TALENT

SPECTACLE / CÉLÉBRATION
Grand Concours de Performance de Jeunes Talents du Togo.

19

PRISME 228 360°

MISE EN LUMIÈRE D'ARTISTES TOGOLAIS DJ Dipone

21 (LABELLISÉ CETEF 2026)

FÊTE DE LA MUSIQUE 228

CONCERT / FANFARE
Chorales, percussions et musiques urbaines togolaises.

23-25

WORKSHOP: MÉDIAS ET CULTURE NUMÉRIQUE

FORMATION / COMMUNICATION
Bonne utilisation des outils digitaux pour les artistes.

26-28

FESTIVAL: AYIMOLOU & HÉRITAGES VIVANTS (PATRIMOINE IMMATÉRIEL)

FESTIVAL
Célébration des traditions orales, rythmes anciens, danses et gastronomie locale.

27

PROJECTION: CINÉMA ET RURALITÉ ART DANS LA RUE

CINÉMA ITINÉRANT
Films africains en projection mobile.

TOUT LE MOIS

CAMPAGNE: SENSIBILISATION

Performances spontanées dans les espaces publics et écoles.

JUILLET 2026

MOIS DE LA JEUNESSE & DE LA LIBERTÉ CRÉATIVE

3

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

4 & 25

FITNESS & JEUX CULTURELS

SPORT BIMENSUEL
Compétition sportive ludique en duo artistes/public.

8-11

RÉSIDENCE: CRÉATION HYBRIDE

RÉSIDENCE / ARTS CROISÉS
Collaboration entre plasticiens, musiciens et vidéastes.

17

STAGE: ÉCRITURE DRAMATIQUE

FORMATION / LITTÉRATURE & THÉÂTRE
Atelier d'écriture pour jeunes dramaturges.

25

SOIRÉE: COMÉDIE ESTIVALE

SPECTACLE / HUMOUR
Scène comique et slam humoristique.

29

PROJECTION CINÉMA

DIFFUSION
Projection plein air + débat public.

31 (LABELLISÉ CETEF 2026)

MINI-FESTIVAL JEUNESSE & ARTS URBAINS

SCÈNE / ANIMATION
Danse, rap, skate, graffiti, DJ set.

AOÛT 2026

MOIS DES SAVEURS & DES IDENTITÉS AFRICAINES

07

MASTERCLASS: CHORÉGRAPHIE URBAINE

FORMATION / DANSE
Formation intensive avec chorégraphes invités.

8 & 22

ZUMBA

SPORT BIMENSUEL
Sport collectif de sensibilisation au bien-être

12

ATELIER: CUISINE & IDENTITÉ

ATELIER / PATRIMOINE CULINAIRE
Redécouverte des recettes traditionnelles togolaises, échanges intergénérationnels.

14

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

19-21

MINI-FESTIVAL: CINÉMA D'AFRIQUE & MONDE

CINÉMA / FESTIVAL
Projections de films africains et Monde + discussions.

26-28

ATELIER: PODCAST & CRÉATION AUDIO

ATELIER / NUMÉRIQUE
Initiation à la production sonore et storytelling
Création de contenus culturels audio.

29

FÊTE DE MOUSSON - CETEF

ÉVÈNEMENT / CONCERT
Concert Chorale Live, expositions, gastronomie locale.

SEPTEMBRE 2026

MOIS DE LA MÉMOIRE ET DE L'ORALITÉ "AUX RACINES DU VERBE"

12 & 26

SPORT FITNESS

SPORT FITNESS
Sport Gym et Bien-être

18

EXPO-PHOTO

EXPOSITION
Portraits, récits et archives contemporaines.

19

CINÉ-DÉBAT: MÉMOIRE ET IDENTITÉ

CINÉMA / ÉCHANGE
Projection et débat intergénérationnel.

20

VEILLÉE: CONTES DU CLAIR DE LUNE

SCÈNE / ORALITÉ
Soirée nocturne de contes, chants et légendes africaines

MINI-FESTIVAL JEUNESSE & ARTS URBAINS (LABELLISÉ CETEF 2026)

FESTIVAL / ARTS URBAINS
Festival promouvant la créativité des jeunes dans la danse, musique, street art et expression urbaine.

25

TABLE RONDE: EXPERT CULTUREL TOGOLAIS

DÉBAT / ÉCONOMIE
Dialogue entre artistes, diplomates et opérateurs.

28

MASTERCLASS: MUSIQUE

FORMATION / MUSIQUE
Stage pratique avec musiciens invités.

OCTOBRE 2026

MOIS DE L'ART AFRICAIN & OCTOBRE ROSE

02 & 03

MARCHÉ PRO CULTURE & INNOVATION

B2B / NETWORKING
Rencontre entre créateurs, artisans et investisseurs.

10 & 24

ZUMBA ROSE

SPORT BIMENSUEL
Activité dans le cadre d'Octobre Rose.

16

EXPOSITION

EXPOSITION D'ART
Présentation d'artistes plasticiens togolais et africains.

21-23

ATELIER: TECHNIQUES DE MÉDIATION ARTISTIQUE

FORMATION / GESTION CULTURELLE

Libre opinion

Comment former des dirigeants intègres ?

Il nous faut repenser en profondeur les filières de formation au leadership politique, à l'échelle mondiale. Des initiatives à encourager prennent corps en Afrique, juge l'ancienne ministre de l'éducation au Nigeria.

Aujourd'hui, le manque de leadership éthique à travers le monde est plus flagrant que jamais. Des chefs d'État aux élus locaux, la corruption et la mauvaise gestion restent omniprésentes. La désillusion croissante des citoyens à l'égard de la démocratie est en grande partie due à l'érosion d'une gouvernance fondée sur des valeurs et d'un leadership public. Or, les défis auxquels nous sommes confrontés, du changement climatique aux conflits en passant par les inégalités, ne sont pas uniquement de nature technique. Il s'agit fondamentalement de problèmes de gouvernance. Des dirigeants intègres sont donc essentiels à toute solution significative. Si les dirigeants corrompus peuvent, en théorie, être destitués par les urnes, cette approche ne s'attaque qu'aux symptômes plutôt qu'aux causes profondes. Les établissements africains sont également de plus en plus reconnus pour leur leadership dans l'enseignement de la gouvernance éthique, attirant des personnes talentueuses du continent et d'ailleurs. Ce qu'il faut, c'est repenser en profondeur les filières de formation au leadership à l'échelle mondiale. Si l'on veut remodeler les institutions pour répondre aux exigences d'une époque marquée par des boulever-



sements rapides, celles-ci doivent s'ancrer dans des approches locales, durables et axées sur des valeurs. L'éducation est le point de départ naturel pour doter les citoyens des compétences nécessaires pour naviguer dans des réalités complexes, et pour inculquer les valeurs, la responsabilité et le sens des responsabilités qu'exige un leadership efficace. C'est l'Afrique qui montre de plus en plus comment y parvenir. Bien que l'accès à l'enseignement supérieur sur le continent se soit considérablement élargi, ce qui est particulièrement remarquable, c'est la manière dont les universités sont à l'avant-garde de nouvelles approches en matière de développement du leadership. Des méthodes innovantes d'évaluation de la valeur académique voient le jour, mettant moins l'accent sur le prestige et les citations et accordant davantage d'importance à la collaboration, au bien-être collectif et à la contribution sociétale.

Rompre avec les modèles occidentaux

Des modèles éducatifs entièrement nouveaux ont également vu le jour. L'African Leadership University, par exemple, est passée d'un petit projet pilote à une institution panafricaine comptant plus de 5 000 étudiants représentant plus de 40 nationalités. Environ 76 % de ses anciens élèves trouvent un emploi salarié dans les six mois suivant l'obtention de leur diplôme, tandis qu'environ un quart d'entre eux se lancent dans la création de leur propre entreprise. Les établissements de formation initiale jouent également un rôle essentiel. L'African Leadership Academy forme des milliers de diplômés qui alimentent ces systèmes, dont 73 % travaillent désormais sur le continent, souvent dans la fonction publique. Des personnalités telles qu'Eddy Oketch au Kenya et Cornelia Kruah-Togba au Libéria illustrent cette tendance, en

tant que leaders de la nouvelle génération contribuant à la gouvernance dans leurs pays respectifs. Parallèlement, des institutions telles que la Nelson Mandela School of Public Governance accordent la priorité au développement du leadership dans le secteur public, en mettant notamment l'accent sur le leadership féminin. Plus récemment, l'Université de Johannesburg a lancé un centre dédié à l'innovation, au leadership éclairé et à la gouvernance, visant à renforcer la confiance dans la fonction publique en Afrique du Sud. Le point commun entre ces institutions est leur rupture délibérée avec les modèles occidentaux d'éducation et de formation au leadership, conçus pour des contextes très différents. Elles prouvent au contraire de nouvelles approches adaptées au contexte et axées sur les résultats. Fondamentalement, ces modèles s'appuient sur des valeurs, reconnaissant que tant l'administration publique que l'entrepreneuriat doivent reposer sur l'intégrité et la responsabilité. Les systèmes qui ne servent qu'une élite restreinte, que ce soit au sein du gouvernement ou des entreprises, sont en fin de compte non viables. La School of Politics, Policy and Governance offre un exemple clair de cette évolu-

tion, en mettant explicitement l'accent sur la formation d'une nouvelle génération de dirigeants engagés à écouter et à servir les citoyens. La demande pour ses programmes a connu une croissance rapide, entraînant une expansion dans trois pays, avec un quatrième campus au Ghana qui devrait ouvrir prochainement. Au cours des cinq dernières années, l'école a formé plus d'un millier de diplômés qui s'orientent désormais vers la politique et la fonction publique.

Une source d'optimisme

De même, l'École africaine de gouvernance au Rwanda se positionne comme une institution mondiale de premier plan dans le domaine de l'administration publique. Des initiatives de la société civile telles que le Forum africain sur le leadership des jeunes nouent également des partenariats avec des universités à travers le continent, en mettant fortement l'accent sur l'éthique et l'intégrité. Ces évolutions se renforcent mutuellement, créant des modèles visibles qui inspirent les jeunes générations à suivre des voies similaires. Une conversation récente dans un café de Washington, aux États-Unis, illustre ce changement de perception. Un jeune professionnel africain a fait remarquer : « J'ai fait mes études universitaires aux

États-Unis et j'ai travaillé ici pendant plusieurs années, mais je postule aujourd'hui pour un diplôme de troisième cycle en Afrique. » Un tel sentiment aurait été bien moins courant il y a dix ans, mais il est de plus en plus fréquent aujourd'hui.

Alors que le durcissement des régimes de visas et la hausse des coûts rendent les études en Europe et en Amérique du Nord plus difficiles, les établissements africains sont également de plus en plus reconnus pour leur leadership dans l'enseignement de la gouvernance éthique. Cette réputation grandissante attire des personnes talentueuses du continent et d'ailleurs. Il reste bien sûr un travail considérable à accomplir pour lutter contre la corruption, renforcer l'État de droit et approfondir les systèmes démocratiques.

Néanmoins, l'émergence d'une nouvelle génération d'établissements d'enseignement à travers l'Afrique est source d'optimisme. Ces établissements ne se contentent pas de transformer le leadership sur le continent, ils contribuent également à former les dirigeants mondiaux intègres dont l'avenir a besoin. Oby Ezekwesili est la fondatrice de la School of Politics, Policy and Governance et ancienne ministre de l'Éducation du Nigeria.

Liverpool

Arne Slot se fait détruire de toutes parts avant de retrouver le PSG !

Arrivé sur le banc de Liverpool en juillet 2024, Arne Slot vit un exercice 2025-2026 assez terrible. Alors que le spectre d'une saison blanche est plus que jamais d'actualité, la communication du technicien batave fait grincer des dents. La double confrontation face au PSG apparaît alors comme un moment décisif pour l'avenir du Batave...

« Si on veut faire un bon match mercredi, une défaite 4-0 n'est déjà pas utile, mais une défaite encore plus grande serait un plus gros problème... J'ai essayé de nous remettre dans le match, de revenir à 4-1 ou 4-2, mais la principale chose à laquelle j'ai pensé, c'est de rester à quatre buts encaissés ». Voici ce que déclarait Arne Slot au sortir de l'humiliation subie par Liverpool face à Manchester City lors des quarts de finale de la FA Cup. Dépassés dans tous les secteurs et incapables de perturber la machine mancunienne, les Reds ont finalement chuté dans les grandes largeurs et la communication du technicien liverpuldien ne manque pas de faire réagir en ce lundi de Pâques. Cherche-t-il à se faire limo-



ger ? Comment expliquer un tel manque d'ambition ? A-t-il les clés pour offrir au club de la Mersey une fin de saison palpitante ? Autant de questions posées par la presse britannique en ce début de semaine... Cible pour ses sorties douteuses face à la presse mais également pour ses limites tactiques

face aux grosses écuries, le coach néerlandais de 47 ans se retrouve finalement dans une incroyable tempête avant de se déplacer dans la capitale française, mercredi soir, pour y défier le PSG.

Une communication qui ne passe pas

Si aucun média légitime ne s'est encore réellement exprimé au sujet de l'avenir de Slot, les premières rumeurs de départ fument sur les réseaux sociaux. Certains allant même jusqu'à acter un départ en fin de saison. Frustrés, les pensionnaires d'Anfield semblent, eux, avoir atteint un point de non retour. Il suffisait de voir certains fans demander sa démission lors de la débâcle face aux Skyblues. Pire encore, le discours de l'ancien technicien du Feyenoord ne semble plus avoir

de réel impact dans le vestiaire des Reds. Abandonné par ses cadres, critiqué par la presse, hué par le public, Slot est plus que jamais en danger.

Ne pas atteindre la Ligue des Champions en tant que champions, dépenser 450 millions de livres sterling

et avoir la masse salariale la plus élevée de la Premier League – qui est généralement le facteur déterminant sur la position où l'on se classe en championnat – je pense que vous avez de sérieuses questions à poser, notait, dans cette optique, Jamie Carragher, très critique sur le

bilan actuel du Batave. Une chose est sûre, à l'heure où Liverpool pointe à la 5e place du championnat anglais, la double confrontation face aux champions d'Europe en titre revêt un caractère vital. Pour les Reds, encore plus pour Arne Slot.

Avec Footmercato

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.



Transformation Digitale des Entreprises Africaines

METHODES – OUTILS
ET ACCOMPAGNEMENT

INNOVATION CONSULTING & TRAINING - CANADA
ATTESTATION STRAT.IN CANADA À L'ISSUE DE LA FORMATION



QUÉBEC - CANADA



admin@stratin-canada.com

09 - 10 - 11 AVRIL 20
26



+1 418 490 2281



+228 90 44 55 71